

SNCS-HEBDO 11 n°11

27 juin 2011

Grand emprunt : conférence de presse et panique de Sarkozy

Communiqué de presse du SNCS-FSU

La conférence de presse de Nicolas Sarkozy de ce lundi 27 juin marque avant tout une grande panique. Alors que son staff électoral a décidé de faire de la recherche et de l'enseignement supérieur, l'axe dur de son bilan et de ses propositions, de plus en plus de voix s'élèvent pour dénoncer cette propagande mensongère.

L'engagement central de Sarkozy en 2007 avait été que la France atteigne 3 % du PIB pour la recherche en 2010 et que, chaque année, enseignement supérieur et recherche (ES-R) recevraient 1,8 milliard de plus chaque année.

Sur le premier aspect, une courbe récente publiée par les Echos montre qu'il n'y a aucune chance que cet objectif soit tenu (http://www.sncs.fr/article.php?id_article=2932).

Pire, des éléments dont on dispose, il est peu probable qu'en 2012 soit atteint le niveau de 2002 (2,23 % du PIB), alors que les autres pays ont fortement progressé depuis. Pour le deuxième engagement, le fait qu'il n'y ait eu aucun accroissement des moyens budgétaires de l'ES-R depuis 2007, est désormais amplement démontré.

C'est notamment pour pallier à cet échec retentissant que Sarkozy a lancé le Grand emprunt, autour duquel il fait beaucoup de mousse, alors qu'il avait lui-même averti : « *L'emprunt s'articule pleinement avec notre stratégie de réduire le déficit structurel dès que la croissance le permettra. Les intérêts de l'emprunt seront compensés par une réduction des dépenses courantes dès 2010 et une politique de réduction des dépenses courantes de l'État sera immédiatement engagée* ». C'est ce que les laboratoires ont déjà subi avec une moyenne de 15 à 20 % de réduction de leur soutien financier en 2011.

En d'autres termes, Sarkozy accroît la dette tout en dégageant des moyens immédiats pour compenser la baisse de l'ISF.

C'est ce que confirme la Cour des comptes : « *Si les crédits ouverts au titre des investissements d'avenir constituent de nouveaux moyens, ils ne financent pas tous de nouveaux projets, certaines actions finançant des projets préexistants.*

Des opérations antérieurement financées sur crédits budgétaires ont été prises en charge par les investissements d'avenir entraînant des annulations de crédits en 2010 ou des réductions à partir de 2011 ».

La Cour des comptes critique aussi « *le défaut d'articulation d'ensemble de plusieurs actions, associé à l'empilement actuel des dispositifs de soutien à la recherche et à l'innovation* ». Cet empilement, qui peut conduire à créer sur un même territoire, un PRES, un « campus », une FCS et une IdEx conduit à ce que, à moyens constants, le grand emprunt soit un outil de démolition de notre système, de prise en main politique des décisions scientifiques et par la désertification scientifique, à terme, des trois quarts du territoire.